

38EME SESSION DE LA CONFERENCE GENERALE

17 JUILLET 2015

ANNEXE

**RAPPORT DE LA DIRECTRICE GENERALE SUR LES ACTIONS
MENEES PAR L'UNESCO EN FAVEUR DE L'AUTONOMISATION DES
FEMMES ET DE L'EGALITE DES GENRES**

ORIGINAL : ANGLAIS

Programme majeur I : Education

1. Initiatives intersectorielles/multisectorielles

L'UNESCO a continué à promouvoir la collaboration intersectorielle comme partie intégrante des politiques et interventions pour l'alphabétisation qui soient réussies et sensibles au genre. La collaboration intersectorielle a été également centrale pour l'évaluation finale 2012-2013 de la DNUA (Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation) et la réflexion collective qui l'a suivie sur une modalité de coopération afin d'assurer des efforts globaux soutenus et coordonnés pour l'alphabétisation à l'ère post-DNUA.

En ce qui concerne les Politiques et interventions sensibles au genre, l'UIL est en train de contribuer aux priorités globales de l'UNESCO en mettant l'accent principalement sur l'égalité des genres, l'Afrique, la jeunesse et des pays post-conflit.

Dans le cadre de l'Initiative de l'éducation pour le développement durable au Viet Nam, des journalistes ont renforcé leurs capacités sur le reporting sensible au genre concernant la réduction des risques de catastrophe, le changement climatique et la conservation de la biodiversité.

Comblant des lacunes d'apprentissage pour la jeunesse est un programme qui porte sur l'apprentissage post primaire pour la jeunesse syrienne et vulnérable dans des communautés d'accueil. A cet effet, assurer l'accès équitable à l'éducation de qualité, améliorer la qualité et la pertinence de l'éducation et renforcer des systèmes éducatifs sont les composants principaux du programme. Afin d'assurer l'équité et l'égalité des genres, les considérations de l'égalité des genres sont prises en compte dans l'ensemble de ce programme. Le suivi est effectué en utilisant des données désagrégées par sexe. Une attention particulière est accordée à la promotion de l'inscription des filles dans des zones géographiques où elles s'avèrent être non scolarisées et défavorisées pour des raisons diverses.

En vue de promouvoir le dialogue interculturel, le Bureau de l'UNESCO à Beyrouth a organisé un séminaire auquel ont participé 40 professionnels de 16 universités des Etats arabes, et ils étaient formés sur les compétences en matière de dialogue interculturel. Cette initiative unique est développée afin de renforcer les compétences sur le dialogue interculturel dans le contexte des Etats arabes. Le séminaire a souligné l'importance de l'égalité des genres dans l'éducation et le secteur du travail. Dans le cadre du programme *HAWER* (dialogue), le Bureau de Beyrouth a développé un cours qui se focalise sur des étudiants universitaires en mettant l'accent sur le dialogue interculturel. Le cours a été mis en œuvre jusqu'à présent dans 4 universités au Liban, pour plus de 200 étudiants (60 % d'entre eux sont des femmes).

2. Activités inter-agences et programmes conjoints

Un programme conjoint a été développé avec l'ONU Femmes et le FNUAP et en partenariat avec la Banque mondiale sur l'autonomisation d'adolescentes et de jeunes femmes à travers l'éducation. Le Programme conjoint a été officiellement annoncé par la Directrice générale en mars 2015, à l'occasion de la CSW. L'UNESCO a co-organisé avec l'ONU Femmes et le FNUAP un événement parallèle afin de plaider pour l'autonomisation d'adolescentes à travers l'éducation pendant la 59^{ème} Session de la CSW (mars 2015).

Une initiative principale de collaboration avec l'ONU Femmes a également débuté, comme reflétée dans l'organisation conjointe de la Semaine de l'apprentissage mobile 2015 « La technologie, source d'autonomie des filles et des femmes » pendant laquelle l'accent a été mis sur l'alphabétisation.

Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme pour l'égalité des genres et l'éducation des filles au Viet Nam, le Ministère de l'éducation et de la formation et l'UNESCO sont en train de

recevoir les appuis de l'ONU Femmes, du FNUAP et du PNUD à travers le partage de matériaux existants et de ressources pour la formation et les enquêtes.

Le Bureau de l'UNESCO à Bangkok a travaillé avec l'UNICEF en vue de fournir des occasions d'apprentissage significatives pour les enfants et les jeunes non scolarisés, et a organisé la Réunion régionale de consultation sur les stratégies flexibles d'apprentissage pour les enfants non scolarisés.

L'UNESCO a participé activement dans les activités de l'UNGEI aux niveaux mondial et régional et continue à siéger au Comité consultatif mondial et au Comité directeur.

Le Bureau de l'UNESCO à Bangkok a continué à célébrer annuellement la Journée internationale de la femme sous la forme d'activités en ligne/hors ligne, telles que la projection de "Girl Rising" avec l'appui d'INTEL, expositions aux événements de haut niveau à la CESAP-ONU et une campagne d'une semaine en ligne qui publie une série d'articles pour promouvoir l'égalité des genres sur le siteweb de l'UNESCO.

3. Leçons retenues

Il est important de sensibiliser des partenaires responsables de la mise en œuvre qu'il est nécessaire d'inclure les hommes et les garçons, ainsi que les femmes et les filles, en vue de la promotion de l'égalité des genres et afin de faciliter l'intégration de l'égalité des genres dans la planification et les politiques. Par conséquent, l'éducation par les pairs est essentielle dans ces types de programmes.

Tandis que l'alphabétisation des femmes et des filles reste un défi, des expériences acquises reconferme l'importance de placer des activités axées sur les filles et les femmes dans des contextes socio-économiques et culturels locaux et la dynamique du pouvoir des genres. Pour assurer leur participation active dans l'apprentissage et maintenir ce qu'elles ont acquis, sensibiliser des membres masculins de la famille et de la communauté pour un soutien accru est très souvent une clé. C'est également important d'identifier des individus qui ont l'autorité et qui sont concernés par l'égalité des genres parmi les homologues nationaux, ainsi que de développer une masse critique de ces types de ressources humaines au sein d'un gouvernement, d'institutions et de communautés.

L'UIL donnera à tour de rôle des responsabilités de Point focal pour l'égalité des genres et demandera aux collègues d'être plus conscients et de souligner dans leurs rapports les enjeux en termes d'égalité des genres et d'autonomisation des femmes qui auront été traités à travers leurs interventions. Jusqu'à la fin de 2013, l'approche de l'IIEP était un « *gender mapping* » afin d'identifier des éléments liés au genre dans chaque activité de l'IIEP. Toutefois, l'approche a été modifiée pour l'intégration des perspectives d'égalité des genres (*gender mainstreaming*), afin de coordonner de manière plus transversale des questions liées à l'égalité des genres dans de différentes activités de l'IIEP. Les éléments clés pour l'acceptation par les collègues sont : (i) la volonté institutionnelle avec un engagement fort au niveau de la Direction ; et (ii) la méthodologie rassurante pour mettre en œuvre l'intégration des perspectives d'égalité des genres.

4. Défis majeurs

Concernant l'alphabétisation, puisque des activités liées à la jeunesse et à l'alphabétisation des adultes nécessitent généralement des approches spécifiques aux contextes et sensibles au genre et au développement, des activités ont tendance à fonctionner dans un pays avec une exposition limitée à celles en dehors du pays, avec quelques exceptions d'activités sous certains programmes, tels que le Partenariat mondial pour l'éducation des filles et des femmes, le CapEPT et la recherche-action pour mesurer des résultats d'apprentissage de participants dans des programmes d'alphabétisation (RAMAA).

Concernant l'éducation sexuelle, il y a des défis parce que l'éducation sexuelle est toujours un sujet nouveau et sensible au Viet Nam. Cela implique le soutien et la participation de divers acteurs d'éducation et de santé, ainsi que les jeunes, les parents et les communautés en général. Les soutiens des autorités de haut niveau sont critiqués.

Tandis que l'UIL et l'UNESCO encouragent la participation des femmes dans nos activités, il n'a pas été possible, dans certains cas, de garantir l'équilibre entre femmes et hommes dans la participation. Afin de le contrebalancer, l'UIL s'efforce de sélectionner des intervenantes féminines dans de tels événements.

Dans le cadre de l'intégration des perspectives d'égalité des genres dans le programme de formation de l'IIEP, notamment pour évaluer et améliorer les matériaux de formation que nous utilisons pour la Formation avancée pour la planification et la gestion éducatives, quelques critères ont été établis. Un des critères est la terminologie, basée sur la définition donnée par l'ODG/GE, notamment sur la différence entre « genre » et « sexe », ainsi que celle entre « égalité » et « équité ». Il y a des défis, car beaucoup de matériaux viennent d'autres entités de l'UNESCO, tels que les Rapports mondiaux de suivi sur l'EPT et des documents de l'UIS. Dans ces documents, ces termes sont souvent échangés, et lors que ces matériaux sont utilisés, ils pourraient transmettre des messages contradictoires à des clients et partenaires. Les questions de terminologie pour les publications officielles doivent être strictement contrôlées et suivies par l'ODG/GE.

5. Ressources financières

Siège : Dans le cadre du **Fonds Malala** (Compte spécial), les projets suivants ont été initiés :

- Titre : **Améliorer la performance et la rétention des adolescentes au niveau d'établissement secondaire ordinaire en Tanzanie**
- Période de mise en œuvre : 36 mois à partir de 2015
- Pays concerné : Tanzanie
- Montant approuvé : US\$ 222 000
- Donateurs : EXB (Fonds Malala – Compte spécial & UNFCU)

- Titre : **Autonomisation des adolescentes et des femmes : Promouvoir l'éducation équitable, l'alphabétisation et l'apprentissage tout au long de la vie**
- Période de mise en œuvre : 36 mois à partir de 2015
- Pays concerné : Népal
- Montant approuvé : US\$ 272 727
- Donateur : EXB (Fonds Malala – Compte spécial)

- Titre : **Approche intégrée de l'alphabétisation et de l'éducation des adultes pour l'autonomisation des jeunes filles et de leurs familles à travers l'apprentissage dans des communautés rurales et péri-urbaines au Mozambique**
- Période de mise en œuvre : 36 mois à partir de 2015
- Pays concerné : Mozambique
- Montant approuvé : US\$ 68 999
- Donateur : EXB (Fonds Malala – Compte spécial)

Siège : **ED/PLS/YLS**

- Titre : **Conférence internationale sur l'alphabétisation et l'éducation des filles et des femmes : « Fondations pour le développement durable » (Dhaka, 8 septembre 2014), organisée à l'occasion de la Journée internationale de l'alphabétisation à l'appui du GEFI**
- Période de mise en œuvre : 8 septembre 2014
- Pays concernés : Bangladesh et PMA invités
- Montant approuvé : approximativement US\$ 40,000
- Donateur : Co-organisée avec le Gouvernement du Bangladesh

UNESCO Hanoi

- Titre : **Une exposition pour la jeunesse sur la sexualité pour un style de vie saine**
- Période de mise en œuvre : 2013-2015
- Pays concerné : Viet Nam
- Montant approuvé : US\$ 92 690
- Donateur : UBRAF

- Titre : **Etude sur la violence basée sur le genre en milieu scolaire**
- Période de mise en œuvre : 2015
- Pays concerné : Viet Nam
- Montant approuvé : US\$ 40 000
- Donateur : Pays-Bas

- Titre : **L'égalité des genres et l'éducation des filles au Viet Nam : Autonomisation des filles et des femmes pour une société plus équitable**
- Période de mise en œuvre : 2015-2017
- Pays concerné : Viet Nam
- Montant approuvé : US\$ 1 000 000
- Donateur : Secteur privé (CJ/ANA/autres) à travers le Fonds Malala

IIEP

- Titre : **Intégration des perspectives d'égalité des genres (*gender mainstreaming*)**
- Activité : Intégration des perspectives d'égalité des genres dans les matériaux de formation de l'IIEP
- Période de mise en œuvre : 2014-2015
- Pays concerné : mondial
- Montant approuvé : US\$ 5 000
- Donateur : Programme ordinaire de l'IIEP

- Titre : **"A matter of right and reason"** (publication)
- Activité : Recherche sur le leadership des femmes
- Période de mise en œuvre : 2012-2015
- Pays concernés : Kenya et Argentine
- Montant approuvé : US\$ 25 000
- Donateur : Fonds d'urgence de l'UNESCO

- Titre : **Histoires qui se cachent derrière les différences de genre dans les acquis des étudiants**
- Activité : Etude pilote au Kenya
- Période de mise en œuvre : 2012-2015
- Pays concerné : Kenya
- Montants approuvés :
 - Fonds d'urgence de l'UNESCO : US\$ 22 326
 - UNICEF-ESARO : US\$ 25 592 (coûts locaux, non à travers l'IIEP)
 - Programme ordinaire de l'IIEP : US\$ 12 000
- Donateurs : UNICEF-ESARO, Fonds d'urgence de l'UNESCO and Programme ordinaire de l'IIEP

- Titre : **Recherches rigoureuses de la littérature - Education**
- Activité : Interventions pour promouvoir l'éducation des filles et l'égalité des genres
- Période de mise en œuvre : 2013-2014
- Pays concerné : mondial
- Montant approuvé : US\$ 14 000
- Donateur : DFID

UIL: La source financière principale pour les activités ER1/PR2 est le Programme CapEPT. Ci-dessous est un exemple d'une initiative spécifique au genre par l'UIL en 2005.

- Titre : **La vie et le travail des jeunes femmes : participation dans l'apprentissage tout au long de la vie**
- Activité : recherche-action menée par les jeunes pour comprendre les situations des jeunes femmes marginalisées, leurs besoins éducatifs et leurs aspirations dans la vie. La recherche-action a des composants de renforcement des capacités et de plaidoyer.
- Période de mise en œuvre : 2015
- Pays concernés : Indonésie, Philippines et Timor-Leste
- Montant approuvé : € 22 000
- Donateur : Contributions volontaires à l'UIL par les Etats membres

6. Publications

ED/PLS/YLS

- "Left Behind: Girls' Education in Africa", UIS
- "Literacy programmes for sustainable development and the empowerment of women" par Anna Robinson-Pant (2014) UIL
- "Literacy Programmes with a focus on women to reduce gender disparity: case studies from UNESCO effective literacy and numeracy practices database (LitBase)" (2014) UIL
- A policy brief on "Empowering literacy programmes for women" (2014) UIL

UNESCO Bangkok

- UNESCO Bangkok a produit deux études régionales portant sur des questions du genre, des résultats d'apprentissage et du marché du travail. En 2014, la première étude intitulée [Gender, Jobs and Education: Prospects and Realities in the Asia-Pacific](#) a été publiée, tandis que la publication en 2015 est intitulée [A Complex Formula: Girls and Women in Science, Technology, Engineering and Mathematics in Asia](#)

UNESCO Beyrouth

est dans le processus de finaliser en 2015 :

- Booklet on Learning, curriculum and competency development in the Arab Region ;
- Regional Teacher Policy Framework and Resource Pack ;
- Regional HED Policy Framework and Resource Pack ;
- Whole-School Approach Handbook.

prépare en 2015 :

- Version arabe du "UNESCO Guide for Gender Equality in Teacher Education Policy and Practices" (2015).

UNESCO Hanoi

- Gender-Sensitive Indicators for Media of Viet Nam, published by MIC.

IIEP

- Bird, L. (2015). [A matter of right and reason: Gender equality in educational planning and management](#). Paris: UNESCO-IIEP.
- Saito, M. (2013). [Violence in Primary Schools in Southern and Eastern Africa: Some Evidence from SACMEQ](#). Gender Series Contribution #1. Paris: SACMEQ
- Saito, M. (2013). *Training manuals for Stories behind differences in student achievements (4 volumes)*. IIEP Programme on Gender Equality in Education. Paris, IIEP.
- Unterhalter, E., North, A., Arnot, M., Lloyd, C., Moletsane, L., Murphy-Graham, E., Parkes, J., & Saito, M. (2014). [Interventions to enhance girls' education and gender equality: A rigorous review of literature](#). London: DFID

UIL

- 5 publications et 9 articles de journaux ont été publiés sous forme imprimée et en ligne, avec l'accent mis sur l'autonomisation et l'éducation des femmes.

- Pendant la période du reporting, 26 études de cas portant sur les femmes ont été récemment ajoutées ou révisées dans la Base de données de l'UNESCO « Effective Literacy and Numeracy Practices » en anglais et en français.

Programme majeur II : Sciences naturelles

1. Initiatives Intersectorielles/multisectorielles

Au bureau de Dakar, SC et SHS ont travaillé conjointement pour aider à l'évaluation des compétences et pratiques existantes en matière de gestion des risques de catastrophes et l'identification des manques dans le delta de Saloum, Sénégal, avec la contribution de SHS pour l'embauche d'un(e) spécialiste genre qui a pris en charge l'évaluation des défis auxquels doivent faire face les femmes et leurs moyens de subsistance. Une des composantes était une étude pour comprendre l'impact des inondations sur les femmes et leurs moyens de subsistance dans le Delta Saloum afin de pouvoir planifier de futures interventions ciblées qui serait bénéfiques pour les femmes. Cet objectif a été atteint et avec les recommandations clés obtenues, des plans peuvent être désormais faits pour l'obtention de fonds extrabudgétaires ou via les fonds du Programme ordinaire pour des activités sélectionnées en faveur des femmes qui font face aux défis découlant des inondations dans le Delta Saloum au Sénégal.

SC a travaillé en étroite collaboration avec ED au Bureau de Nairobi afin d'assurer l'intégration du mentorat dans les STEM comme une composante clé dans la Politique révisée sur le genre en éducation pour le Kenya. Le secteur a également assuré que la politique révisée sur le genre en éducation a également intégré le besoin d'une approche pédagogique sensible au genre à l'enseignement des disciplines STEM à tous les niveaux d'éducation dans le pays comme l'une des stratégies visant à développer la participation des filles dans les cours et domaines STEM.

L'importance de l'apprentissage en tant qu'approche technologique pour renforcer l'innovation chez les jeunes a également été encouragée. Cela a pu être fait par un travail en partenariat avec les secteurs ED, SHS et CI. SC a également collaboré avec ED pour parler de la violence basée sur le genre dans les écoles kényanes avec un manuel de formation pour appuyer le personnel éducatif avec les compétences requises pour prévenir et répondre à la violence basée sur le genre dans les établissements d'apprentissage.

Au Bureau de Venise, SC et CI ont travaillé sur les Résultats escomptés pour l'égalité des genres 4 dans le domaine des Sciences (GEER 4 de SC) et sur les Résultats escomptés pour l'égalité des genres 1 dans le domaine des Communications (GEER 1 de CI) sur les indicateurs d'égalité des genres dans les médias (IGRM) pour des membres de l'Union des Journalistes albanais. En février et mars 2014, deux rapports ont été préparés basés sur les IGRM de l'UNESCO. Ces données ont été utilisées dans le Rapport national de l'Albanie sur la mise en œuvre de la Plateforme d'Action de Beijing + 20 et le rapport d'avancement sur le *One UN* de l'Albanie 2013.

2. Activités inter-agences et programmes conjoints

La Conférence internationale tenue en novembre 2014 à Genève, sur les Dimensions du genre dans les services météorologiques et climatologiques, et était co-sponsorisée par l'UNESCO avec 6 agences des Nations Unies et la Banque mondiale, les Etats membres et des ONG. Celle-ci a donné lieu à une déclaration et à des recommandations afin de développer l'égalité des genres dans la gestion de l'eau, la réduction des risques de catastrophes, l'agriculture et la sécurité alimentaire, la santé et dans les sciences de base concernant les changements climatiques. Cette même conférence tenue en avril 2015 a permis d'apporter ces messages à la UNFCCC COP 20 à Lima, la 3ème conférence mondiale sur la réduction des catastrophes et Beijing + 20.

Après le succès de la conférence de 2014, l'UNESCO-IHE a répété la célébration de la Journée internationale de la femme 2015 et a organisé une conférence conjointe avec les Femmes pour le partenariat sur l'eau traitant spécifiquement des questions de l'eau et du développement durable avec des panélistes de la FAO et l'Université Den Bosch de Sciences appliquées.

3. Leçons retenues

Pour le *Winter College of Optics* au CIPT (Centre international de Physique Théorique), le pourcentage de femmes participantes est passé de 36 % en 2014 à 50 % en 2015 et ce succès est dû au fait qu'ils ont insisté pour avoir au minimum une femme, à chaque fois, parmi les organisateurs, et dans le processus de sélection des panélistes et participants, et en cas de niveau égal entre un homme et une femme, de choisir une femme. Une importance particulière doit être accordée aux défis auxquels les femmes doivent faire face dans les zones qui ont connues des catastrophes naturelles telles que des inondations. Des interventions spécifiques doivent être planifiées en se servant d'une approche participative et en travaillant avec des groupes de femmes ou d'ONG capables de les organiser en coopératives fortes qui pourraient bénéficier d'interventions ciblées.

Le mentorat dans les STEM est un moyen très important pour inspirer les filles à aller vers les matières scientifiques ; et les écoles ont besoin de ce type de soutien de l'UNESCO et des autres partenaires. La plupart du mentorat dans les activités des STEM qui seraient proposées par d'autres partenaires se focalisent seulement sur la technologie au sein du domaine des TIC. Le programme de mentorat du Bureau de l'UNESCO à Nairobi est très clair et offre aux étudiants l'opportunité de prendre des décisions de carrière en étant bien informés. En Afrique, les professeurs eux-mêmes souhaiteraient bénéficier du mentorat dans les STEM tout comme leurs étudiants. Cela les aide également à être plus sensibles au genre dans leur approche aux étudiants au sein de leur classe mais également à l'extérieur.

Les activités du Réseau albanais sur les femmes dans les sciences et sur le genre et les médias ont bien été reflétées dans le Rapport national de l'Albanie sur la mise en œuvre de Beijing + 20 et la Plateforme d'Action et dans le Rapport de suivi du One UN de l'Albanie. C'est un bon modèle à suivre.

4. Défis majeurs

Le fait de s'assurer que les conférences et réunions scientifiques de l'UNESCO prennent bien compte et rapportent des données désagrégées par sexe a été identifié comme faible durant cette période, mais cela est en train de s'améliorer. Souvent les informations sur les participants ne tenaient pas compte du genre.

Alors qu'un grand nombre d'indicateurs désagrégés par sexe ont été collectés, en développer de nouveaux qui soient pertinents pour l'élaboration de politiques requiert d'importantes ressources, plus spécialement dans le contexte des ODD. De même, cela nécessite des ressources financières ainsi que du personnel afin de pouvoir développer ces programmes efficaces, répondre à la demande des Etats membres pour de tels programmes et s'assurer que l'intégration d'une perspective d'égalité des genres est bien maintenue.

Pour atteindre l'équilibre entre les sexes dans les aspects de la recherche et de la formation du CIPT, des initiatives doivent être proposées comme la flexibilité des emplois du temps, un environnement favorable à la famille dans les maisons d'hôtes et la diffusion de tous les événements scientifiques en temps réel pour permettre la participation à distance.

5. Ressources financières

- Titre : **Amélioration des mesures de l'égalité des genres en sciences et ingénierie**
- Activité : Développement des indicateurs de genres, en les testant grâce à des études dans des pays pilotes, en préparant des manuels sur les meilleures pratiques
- Période de mise en œuvre : mars 2015 - février 2017
- Pays concernés : mondial, pays pilotes dans chaque région
- Montant approuvé : US\$ 673 955
- Donateur : Sida (Suède)

- Titre : **Développer la participation, le leadership et l'influence des femmes en science et technologie, 2012-2016**

- Activité: Organisation pour les femmes en science pour le monde en développement
 - Période de mise en œuvre : 2012-2017
 - Pays concerné : mondial
 - Montant approuvé : US\$ 2 000 000
 - Donateur : Sida (Suède)
- Titre : **Activités pour l'égalité des genres en Albanie**
 - Activité : Genre en sciences, Genre et médias
 - Période de mise en œuvre : 2012-2015
 - Pays concerné : Albanie
 - Montant approuvé : US\$ 90 000 au total pour la période
 - Donateur : UNDP - MPTF - One UN Coherence Fund de l'Albanie
- Titre : **Programme international de bourses et Jeunes talents internationaux**
 - Activité : bourses
 - Période de mise en œuvre : 2013-2015
 - Pays concerné : mondial
 - Montant approuvé : US\$ 1 544 839
 - Donateur : Fondation L'Oréal
- Titre : **Participation des lauréates dans des événements scientifiques de haut niveau organisés/co-organisés par l'UNESCO** (Compte spécial)
 - Période de mise en œuvre : depuis 2015
 - Pays concerné : mondial
 - Montant approuvé : € 50 000
 - Donateur : Fondation l'Oréal
- Titre : **Impact des catastrophes naturelles sur la situation socio-économique des femmes dans le Delta du Saloum**
 - Activité : Etude d'impact des désastres par inondation sur les moyens d'existence des femmes
 - Période de mise en œuvre : août-novembre 2014
 - Pays concerné : Sénégal
 - Montant approuvé : US\$ 23 000 (SC = US\$ 20 000, SHS = US\$ 3 000) pour l'étude principale et l'étude séparée sur les femmes dans le Delta du Saloum du Sénégal
 - Donateur : Programme ordinaire
- Titre : **Intégration des perspectives d'égalités des genres dans le secteur STI à travers le mentorat des filles en sciences, mathématiques et ingénierie en Afrique**
 - Activité : Camps scientifique d'excellence pour le mentorat des filles dans les STEM
 - Pays concerné : Kenya
 - Montant approuvé : US\$ 15 000
 - Donateur : Fonds JPGEWE
- Titre : **Programme conjoint sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes au Kenya**
 - Activité : Activités multisectorielles pour la Priorité Egalité des Genres pour le Kenya à l'appui du Programme conjoint de l'ONU
 - Pays concerné : Kenya
 - Montant total approuvé pour l'UNESCO : US\$ 512 334
 - Donateur : Gouvernement norvégien à travers le Programme conjoint sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes pour le Kenya

UNESCO-IHE est actuellement impliqué dans les 22 projets NICHE (de la Nuffic), soit dans le cadre d'un consortium ou en tant que partenaire principal. Quelques exemples de projets NICHE récemment débutés sont :

- Titre : **Renforcement des capacités des HEI sur l'irrigation à petite échelle à travers l'Université Arba Minch – Institut de technologie**
- Activité : Inclusion des composants liés au genre dans le développement du curriculum
- Période de mise en œuvre : 1 février 2014 - 31 décembre 2017
- Pays concerné : Ethiopie
- Montant approuvé : € 1,7 million
- Donateur : Netherlands Organisation for International Cooperation in Higher Education (Nuffic)

- Titre : **Renforcement des capacités pour l'enseignement de haut niveau et le programme de formation pour le secteur de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement**
- Activité : Le projet incorpore des aspects d'égalité des genres dans des activités aux niveaux institutionnel et organisationnel, ainsi qu'au niveau individuel
- Période de mise en œuvre : 1 juillet 2013 - 30 juin 2017
- Pays concerné : Indonésie
- Montant approuvé : € 1,5 million
- Donateur : Netherlands Organisation for International Cooperation in Higher Education (Nuffic)

- Titre : **Rendre des comptes pour les eaux du Nil. Connecter des investissements en irrigation à grande échelle aux réaffectations du travail et de l'eau sensibles au genre à l'est du Bassin du Nil**
- Activité : projet de recherche à l'UNESCO-IHE
- Période de mise en œuvre : à partir de la fin 2014
- Pays concernés : pays se situant à l'est du Bassin du Nil
- Montant approuvé : US\$ 700 000
- Donateur : CGIAR Water, Land and Ecosystems Program

6. Publications

- Alda-Vidal, C. 2014. *Women and the production of water services. The case of female small-scale water providers in Maputo*. UNESCO-IHE MSc Theses Water Management - Water Services Management
- *Water Education and Capacity Building: Key for Water Security and Sustainable Development*
- *Water for Women, Women for Water: Development Through Empowerment*

Programme majeur III : Sciences sociales et humaines

1. Initiatives intersectorielles/multisectorielles

Le projet jeunesse NET-MED a offert une plateforme intersectorielle pour appuyer l'égalité des genres dans les programmes relatifs à la jeunesse. Le projet se focalisait surtout sur les besoins spécifiques des jeunes femmes, plus particulièrement des femmes handicapées et celles vivant dans des zones rurales. En Jordanie, 3 ateliers de formation sur l'égalité des genres ont été organisés en 2014 en collaboration avec le Centre de Ressources pour la Jeunesse Princess Basma à Sahab, Jarash et Aqaba et a profité à 70 jeunes (parmi lesquels 37 femmes). Les discussions des ateliers permettent la production de courts métrages, de théâtre ou de messages radiophoniques à utiliser pour plaider en faveur de politiques de jeunes intersectorielles en Jordanie. Au Liban, un atelier de 3 jours a été conjointement conçu et mis en œuvre avec le Conseil Britannique en janvier 2015 pour développer les connaissances et techniques de l'intégration des perspectives d'égalité des genres auprès de 22 jeunes officiers de 12 ONG nationales. Au Maroc et en Tunisie, des jeunes femmes et jeunes hommes ont été impliqués dans la mise en œuvre d'une méthodologie de suivi des médias adaptée au projet NET-MED (incluant une approche sensible au genre et au handicap). Une formation sous-régionale s'est également tenue à Beyrouth pour suivre les actions des participants du Liban, de la Jordanie, de la Palestine et des Syriens vivant au Liban.

Avec un objectif global de renforcer les capacités des jeunes et des jeunes femmes pour prévenir et répondre à la violence basée sur le genre, l'UNESCO a piloté un projet en Chine et en Mongolie qui combine les sciences sociales avec l'utilisation de technologies de communication et d'information. Un *Toolkit* prototype, interactif et d'accès libre nommé "*Eye-report*", relayé via des plateformes mobiles et en ligne, a été développé pour rendre l'information accessible aux jeunes femmes et jeunes hommes. Il a été testé auprès de 1000 jeunes en Mongolie, et 5000 étudiants de 7 universités à Pékin, Chine.

2. Activités Inter-agences et programmes conjoints

Dans le contexte de la collaboration inter-agences des Nations Unies, SHS a participé activement au travail du Groupe global de migration (GMG) et dans son groupe de travail sur les droits humains et l'égalité des genres principalement en contribuant à des publications et rapports thématiques, comme celui sur « Migration et jeunesse : défis et opportunités ». Le Chapitre 4 est dédié aux « Adolescentes et jeunes femmes migrantes ».

L'UNESCO a travaillé sur le programme conjoint « Eradication de la violence basée sur le genre et promotion des droits humains » lancé par l'ONU Femmes au Sénégal, et a également contribué, via un Groupe de travail UNCT, à la rédaction d'une nouvelle loi chinoise visant à combattre la violence commise au sein de la famille contre les femmes, les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées.

3. Leçons retenues

Les résultats des interventions ci-dessus ont contribué à évaluer le niveau d'inclusion des politiques publiques sous une perspective d'égalité des genres dans une approche plus globale. La collaboration avec les Secteurs de l'UNESCO, Instituts et Bureaux régionaux, pour informer sur la formulation des politiques et le dialogue politique en relation avec l'inclusion sociale, le dialogue interculturel et la réduction de la pauvreté doit être renforcée pour mieux combattre les inégalités, l'exclusion et la discrimination en utilisant une approche basée sur les droits humains et une perspective d'égalité des genres. Cela permettra aussi un meilleur investissement des réseaux et partenaires existants tels que la Coalition internationale des villes contre le racisme (ICCAR) pour renforcer l'impact au niveau national et municipal.

4. Défis clés

En raison de la complexité de traiter de l'égalité des genres dans les activités couvertes par le Programme majeur III, il faut une approche plus interdisciplinaire et plus participative pour traiter l'interconnexion entre la lutte contre la pauvreté, l'anti-discrimination, la promotion de la tolérance l'inclusion sociale et le dialogue interculturel. De plus, il y a un besoin accru de ressources pour aborder les capacités et les lacunes en matière de prise de conscience parmi les acteurs concernés, en relation avec le développement des politiques pour la jeunesse et l'engagement civique qui soient basés sur les droits et sensibles au genre. Cela a un impact sur le délai de prestation ainsi que sur la durabilité.

5. Ressources financières

Durant la période de reporting, 40 % du budget opérationnel a été consacré à la mise en œuvre d'initiatives pour l'égalité des genres, y compris les trois activités ci-après.

- Titre : **Intégrer les paramètres de la vulnérabilité dans les politiques publiques pour promouvoir l'inclusion sociale et la lutte contre la pauvreté et la discrimination des groupes les plus désavantagés, y compris les femmes et hommes avec des handicaps, en Afrique de l'Ouest**
- Période de mise en œuvre : 2012-2015
- Pays concernés : Burkina, Sénégal, Mali
- Montant approuvé : US\$ 100 500
- Donateur : Programme ordinaire

- Titre: **Inclusion sociale des migrants et des personnes handicapées**
- Période de mise en œuvre : 2013-2015
- Pays concernés : Chine, Mongolie
- Montant approuvé : US\$ 27 300
- Donateur : Programme ordinaire

- Titre: **Assurer l'inclusion sociale des personnes en situation vulnérable dans la formulation des politiques publiques, en Algérie, au Maroc et en Tunisie**
- Période de mise en œuvre : 2013-2015
- Pays concernés : Maroc, Algérie, Tunisie
- Montant approuvé : US\$ 57 350
- Donateur : Programme ordinaire

6. Publications

- *Quality Physical Education Policy Guidelines*. Ils apportent l'appui aux Etats membres pour développer et consolider les politiques et pratiques inclusives afin d'assurer la connaissance physique de chaque fille et garçon.
- UNESCO Brazil handbook "*Cidadania, direitos humanos e tráfico de pessoas: manual para promotoras legais populares*" http://www.unesco.org/new/en/brasil/brasilia/about-this-office/single-view/news/cidadania_direitos_humanos_e_trafico_de_pessoas_manual_para_promotoras_legais_populares_pdf_only/#.VWXev0376Uk

Programme majeur IV : Culture

1. Activités inter-agences et programme conjoint

L'UNESCO a travaillé avec le FNUAP et le PNUD en tant que co-responsables des dialogues « Culture et Développement », un des 6 dialogues thématiques lancés par le Groupe de Développement des Nations Unies qui font partie de la seconde phase des consultations nationales menées en 2014 en Equateur, Bosnie Herzégovine, Serbie, Mali et Maroc. La Culture et l'égalité des genres étaient l'un des six sous-thèmes des Dialogues « Culture et Développement ». Le message clé qui ressort des dialogues était que, en sa qualité à la fois, de moteur et de facilitateur du développement durable, à la fois en tant que secteur d'activité et de ressource dynamique pour les transformations sociales, la culture est cruciale pour renforcer l'autonomisation des femmes et parvenir à l'égalité des genres.

En janvier 2014, le Bureau hors siège d'Amman, conjointement avec l'ONU Femmes, a lancé un projet « Autonomisation des femmes rurales par le biais de la gestion et de la préservation du site archéologique de Umm el-Jimal » (Jordanie). Le site est inscrit sur la liste préliminaire de Jordanie. Dans le cadre du projet, les femmes âgées de 20 à 50 ans participent à des activités de formation et de sensibilisation afin de mieux utiliser les valeurs culturelles du site et de son environnement et de s'assurer d'un bénéfice économique.

En 2013 et 2014, le Bureau d'Apia a mis en œuvre un projet « Autonomisation des femmes pour la Culture de la paix et de la non-violence dans le Pacifique » ayant pour but d'améliorer les connaissances sur la place de la culture en relation avec l'égalité des genres et la violence basée sur le genre dans le Pacifique. Il a été conçu pour développer une compréhension commune sur la façon dont la culture peut aider à lutter contre la violence basée sur le genre plutôt que d'être utilisée comme une justification. Un réseau de plaidoyer pour promouvoir une vision sur « Genre » et « Culture » dans le Pacifique, équilibrée et basée sur les droits humains a été créé autour de cette initiative, mis en œuvre comme « *Delivery as One* » avec l'ONU Femmes et le PNUD dans le Pacifique. Les parties prenantes se sont mises d'accord sur les actions régionales et nationales pour promouvoir un meilleur dialogue entre les leaders et les décideurs politiques sur la contribution que la culture et le patrimoine immatériel peuvent apporter pour traiter de ces questions d'inégalité des genres et pour réduire la violence basée sur le genre.

La formation du personnel de l'UNESCO sur une méthodologie « Audit participatif de genre » a été organisée comme un effort collectif des Nations Unies, pour promouvoir l'égalité des genres au sein des agences des Nations Unies au Ghana. La formation a été délivrée par une équipe du Siège de l'OIT, du 9 au 13 mars 2015 à Accra. Deux membres du personnel de l'UNESCO (CLT/NPO qui est un Point focal Genre, et une spécialiste du programme secondée par KOICA) ont finalisé cette formation avec succès.

2. Leçons retenues

Compte tenu du délai entre la création des matériaux pour le renforcement des capacités et leur utilisation effective, il y a un décalage inévitable entre le moment où le Secrétariat accorde une plus grande attention sur les questions d'égalité des genres et le moment où il y aura un effet visible sur les Etats parties.

Les nouveaux mécanismes de surveillance en développement pour le programme de renforcement des capacités de la Convention 2005 et de la Convention 2003 seront essentiels pour générer les données et l'information requises pour surveiller en continu la participation d'expertes et de bénéficiaires féminines dans les activités de renforcement des capacités et leur impact sur le long terme.

Les matériaux de renforcement des capacités sur la culture et l'égalité des genres ne peuvent pas être « uniformes », mais devront constamment être adaptés au contexte spécifique dans lequel ils seront utilisés et au public auquel ils s'adresseront.

Enfin, concernant les Conventions de 1954, 1970 et 1972, les questions d'égalité des genres, d'autonomisation des femmes et de droits des femmes n'ont pas été débattues au moment de leur adoption. Des efforts ont été faits pour combler cette lacune, comme dans le cadre du processus en amont du Patrimoine mondial, par lequel on donne des conseils aux Etats parties pour préparer les nominations qui prennent en compte l'égalité des genres.

3. Défis majeurs

Obtenir le consentement éclairé des homologues nationaux pour mettre en œuvre des actions d'égalité des genres dans le cadre du patrimoine et de la créativité au niveau du pays est un défi permanent et requiert un dialogue constant et un fort investissement en termes de temps du personnel de l'UNESCO.

Un autre défi est lié à l'amélioration de la collecte de données et des institutions de gestion des connaissances au niveau national qui manquent systématiquement de mécanismes pour collecter et gérer l'information et/ou les données sur l'égalité des genres dans le cadre de la créativité et du patrimoine. Cela a des implications sur l'information reçue par le Secrétariat des Etats parties aux Conventions à travers leurs rapports périodiques sur la mise en œuvre. C'est pourquoi le *Rapport 2014 sur l'égalité des genres : Patrimoine et créativité*, a souligné le besoin de collecte et de distribution régulières et systématiques par les bureaux nationaux de statistiques de données désagrégées par sexe dans tous les domaines du Secteur de la Culture, y compris l'emploi, le renforcement des capacités, l'éducation, la participation et la consommation.

Des facilitateurs experts ont observé que dans de nombreux contextes, un manque de reconnaissance publique pour le patrimoine culturel immatériel exercé par les femmes soulève la question de renforcement de l'invisibilité d'un tel patrimoine. L'inclusion systématique de matériaux propres à chaque sexe dans la distribution des stratégies mondiales de renforcement des capacités pourrait avoir un effet positif à long terme en ce qui concerne ce défi particulier.

Maintenir à 30 % le niveau du nombre total de projets de le FIDC (Fonds international pour la Diversité culturelle) qui a pour but d'autonomiser les femmes et les filles et de promouvoir leur participation dans les secteurs culturels et créatifs représente un autre défi et le relever dépendra en partie du nombre et du montant des contributions financières volontaires au FIDC.

4. Ressources financières

Même si le Secteur a été capable de mobiliser des fonds extrabudgétaires pour le Rapport 2014 sur l'égalité des genres, ainsi que pour le Dialogue post-2015 sur culture et développement, les fonds réservés pour des activités spécifiques au genre restent insuffisants représentant environ 5 % du budget total des activités du Secteur. Le Secrétariat a continué à essayer d'allouer un part de ces fonds disponibles à des activités qui contribuent à faire avancer l'égalité des genres, par exemple pour le développement de matériaux de formation qui sont spécifiques à l'égalité des genres.

5. Publications

- *UNESCO Report on "Gender equality, heritage and creativity"*
<http://www.unesco.org/new/en/culture/gender-and-culture/gender-equality-and-culture/the-report/>
- *Final report on the Workshop on Women's Empowerment for the Culture of Peace and Non-Violence in the Pacific* (Nadi, Fiji, juin 2013)
<http://unesdoc.unesco.org/images/0022/002256/225627e.pdf>

- *Post 2015 Dialogues on Culture and Development* (UNESCO, UNDP, UNFPA, 2015), <http://unesdoc.unesco.org/images/0023/002322/232266E.pdf>

Programme majeur V : Communication et Information

1. Activités inter-agences et programmes conjoints

Le Secteur de la Communication et de l'Information a organisé les activités inter-agences et les programmes conjoints suivants :

- Forum mondial genre et médias tenu à Bangkok, Thaïlande, 2-4 décembre 2013 : co-organisé par l'UNESCO et le Ministère de l'éducation de la Thaïlande, et soutenu par l'ONU Femmes et l'OMM ;
- Session internationale pendant le Forum mondial genre et médias : « Egalité des genres dans et à travers les médias : une nécessité pour tous les autres objectifs », 26-28 août 2014 à Bali, Indonésie ;
- Cours en lignes ouvert et massif sur l'éducation aux médias et à l'information : en collaboration avec le Réseau universitaire pour l'éducation aux médias et à l'information et le dialogue interculturel par l'UNESCO et l'UNAOC (Réseau MILID) ;
- Événement parallèle sur le genre et les médias à la 59^{ème} session de la Commission de la condition de la femme à New York, 12 mars 2015 : co-organisé par l'UNESCO et l'ONU Femmes ;
- Forum international en coopération avec l'ONU Femmes, Université autonome nationale du Mexique (UNAM) et Alliance mondiale genre et médias (GAMAG) : « Genre, médias, TIC et journalisme, 20 ans après la Plate-forme d'action de Pékin », qui a été accueilli par l'UNAM les 27-28 mai 2015 au Mexique ;
- « GAMAG Europe – Enjeux et défis » au 29^{ème} Conseil des droits de l'homme à Genève, 17 juin 2015 ;
- Journée mondiale de la liberté de la presse 2015 à Riga, Lettonie, avec le thème « Genre et médias (accent spécial sur le 20^{ème} anniversaire de la Déclaration et de la Plate-forme d'action de Pékin) » ;
- Programme conjoint de l'ONU sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes (JP GEWE) avec le Gouvernement du Kenya.

2. Leçons retenues

Il y a une nécessité continue de sensibiliser sur le rôle, les besoins spécifiques et les bénéfices pour les femmes et les filles d'utiliser, d'accéder à et de développer des technologies.

Dans la mesure du possible, des partenariats stratégiques ont été établis avec des acteurs travaillant pour la promotion de l'égalité des genres dans les médias. Des réseaux existants œuvrant pour la promotion de l'égalité des genres ont été davantage mobilisés pour travailler en partenariat avec l'UNESCO afin d'assurer l'offre stratégique et optimale et l'appropriation.

Au Viet Nam, le fait d'impliquer le Ministère de l'information et de la communication (MIC) depuis le début des activités, a non seulement encouragé un sens important de l'appropriation nationale, mais aussi fourni une opportunité pour la sensibilisation des cadres et des professionnels du MIC, ainsi que le renforcement des capacités des fonctionnaires du MIC sur l'intégration des perspectives d'égalité des genres. De plus, l'implication d'OXFAM, CSAGA (ONG) et ONU Femmes dans le projet a créé une synergie et renforcé la collaboration parmi les agences de l'ONU, les ONG et les bureaux du Gouvernement vietnamien pour l'objectif commun de l'égalité des genres au Viet Nam.

3. Défis majeurs

Les actions sur le genre et les médias dans le Secteur de la CI présentent beaucoup de potentiel et sont une base pour atteindre d'autres objectifs pour l'égalité des genres. Toutefois, il y a un budget limité de l'UNESCO dédié à ces initiatives et à leur suivi systématique.

L'Alliance mondiale genre et médias (GAMAG) est un exemple. Il y a des ressources limitées pour mettre en œuvre des actions liées au Cadre mondial et au Plan d'action de la GAMAG. Des propositions ont été préparées et des ressources extrabudgétaires sont recherchées. Des partenariats stratégiques avec les médias et des partenaires de la société civile peuvent aider à réaliser certains résultats. En outre, bien que l'égalité des genres soit en train de devenir populaire parmi les donateurs, il est possible de stimuler plus d'intérêts des donateurs sur le rôle des médias et des TIC pour promouvoir le développement et l'autonomisation des femmes.

Dans certaines activités innovantes, il est encore difficile d'obtenir l'égalité des genres dans la participation et la mise en œuvre des activités. Des ONG, souvent petites, mais pérennes, qui se focalisent sur la perspective d'égalité des genres, sont impliquées dans la mise en œuvre des activités. Cela fournit de la visibilité aux petites organisations, et en travaillant en partenariat avec l'UNESCO, ces ONG sont en train de se faire reconnaître dans des forums nationaux, régionaux et internationaux.

4. Ressources financières

- Titre : **Programme conjoint de l'ONU sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes au Kenya**
- Activité : output 2 – violence basée sur le genre, output 3 – genre et gouvernance, output 4 – autonomisation économique
- Période de mise en œuvre : 2014-2015
- Pays concerné : Kenya
- Montant approuvé : US\$ 121 588
- Donateur : Programme conjoint de l'ONU sur l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes au Kenya

- Titre : **Renforcer l'égalité des genres dans les médias pour l'autonomisation des femmes**
- Période de mise en œuvre : 2014
- Pays concerné : Viet Nam
- Montant approuvé : US\$ 14 310
- Donateur : Programme ordinaire

- Titre : **Renforcement des capacités sur l'intégration des perspectives d'égalité des genres dans les politiques et les pratiques des médias (Forum mondial genre et médias)**
- Activité : Renforcement des capacités des journalistes et société civile et lancement d'un mécanisme mondial sur genre et médias
- Période de mise en œuvre : 2013-2015
- Pays concerné : mondial
- Montant approuvé : US\$ 100 000
- Donateur : ISESCO

- Titre : **Etude mondiale sur médias et genre**
- Activité : recherche et publication d'un rapport
- Période de mise en œuvre : 2014-2015
- Pays concerné : mondial
- Montant approuvé : US\$ 11 000
- Donateur : OMM

- Titre : **Activités pour l'égalité des genres en Albanie**
- Activité : Genre et sciences, Genre et médias
- Période de mise en œuvre : 2012-2015
- Pays concerné : Albanie

- Montant approuvé : US\$ 90 000
- Donateur : PNUD - MPTF - One UN Coherence Fund de l'Albanie

5. Publications

- *Gender-Sensitive Indicators for Media*, en français et en espagnol
- *Gender-Sensitive Indicators for Media of Viet Nam*, publié par le MIC
- *Improving gender equality in Asia-Pacific media*
- *Madagascar MDI Report* (en préparation)
- *Media and Gender: A Scholarly Agenda for the Global Alliance on Media and Gender*
- *Media and Information Literacy Policy and Strategy Guidelines*: cette publication inclut une approche basée sur le genre en matière de développement des politiques et stratégies du MIL.
- *Model Journalism Curricula* : nous venons de publier un programme sur le genre et le journalisme, et avons soutenu les audits sur l'égalité des genres des programmes d'enseignement du journalisme, tels qu'au Namibie
- *Violence and Harassment Against Women in the News Media: A Global Picture*
- *World Trends in Freedom of Expression and Media Development*